

Électrices, Électeurs,

Le 18 novembre, vous allez élire votre Député à l'Assemblée Nationale. Ce sera pour vous l'occasion d'exprimer votre opinion sur quatre années de pouvoir personnel.

Nombreux ont été ceux d'entre vous qui, en novembre 1958, avaient cru au « renouveau ». Seuls, malgré une propagande mensongère et une campagne effrénée de calomnies, nous vous avons alerté et mis en garde...

Quatre années ont passé, bien des yeux se sont ouverts et aujourd'hui chacun se doit d'apprécier les néfastes conséquences de la politique gaulliste, particulièrement sensibles dans notre département.

Ce dernier connaît une situation économique difficile. Placé parmi les dix derniers départements français quant au revenu par habitant, ses industries stagnent, des milliers de jeunes le quittent chaque année, ses campagnes se dépeuplent..., des villages se meurent...

DIFFICULTES ACCRUES POUR LES TRAVAILLEURS

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES de nos villes, grandes et petites est préoccupante, le sous-emploi est permanent, le chômage menace. Le patronat, s'inspirant de l'orientation gouvernementale bloque les salaires, augmente les cadences de travail, remet en cause les avantages acquis.

Les abattements de zone réduisent encore des salaires insuffisants et l'écart entre les salaires réels de Paris et du département ne cesse de s'aggraver atteignant en moyenne de 30 à 50 %.

LE MARCHE COMMUN CONTRE LES PAYSANS

LES PAYSANS TRAVAILLEURS notamment des Boischaut et de Brenne, vivent chaque jour plus difficilement sur leurs exploitations.

Victimes du Marché Commun et de l'effondrement de certains cours, des milliers d'exploitations familiales sont menacées de disparition par la mise en application de la loi d'orientation agricole qui prévoit dans notre pays la disparition de plus de 800.000 petites exploitations.

Les ouvriers agricoles, encore nombreux dans notre département, sont mal payés, trop souvent mal logés, mal protégés par les lois sociales.

LES JEUNES SACRIFIES

Malgré les propos démagogiques des hommes du gouvernement, LES JEUNES DE L'INDRE connaissent de multiples difficultés, d'abord pour apprendre dans nos écoles laïques primaires, manquant de maîtres qualifiés et de locaux.

Les places sont également limitées dans l'Enseignement secondaire. Quant à l'Enseignement supérieur, sur 100 élèves, 5 seulement proviennent de la classe ouvrière et 3 des milieux paysans.

De plus, deux jeunes sur trois ne peuvent apprendre un métier faute de centres techniques ou d'apprentissage. N'est-ce pas là un drame que connaissent bien des parents de nos villes et de nos campagnes ?

LA MISERE DES VIEUX

LES VIEUX TRAVAILLEURS ont vu leurs économies, quand à force de privations, ils avaient pu en faire, réduites à néant par la dévaluation et la hausse du coût de la vie et trop souvent ils n'ont que moins de 4 NF par jour pour vivre. Après toute une vie de travail, ils connaissent la misère...

LA VIE CHERE - LA LIBERTE ET LA PAIX MENACEES

LA HAUSSE CONTINUELLE DES PRIX, malgré les campagnes démagogiques du gouvernement gaulliste... non seulement, rend plus difficile chaque jour la vie des vieux, des retraités, des familles nombreuses, de l'ensemble des travailleurs, mais par répercussion a une influence néfaste sur les intérêts des artisans et petits commerçants que concurrencent de plus en plus les monopoles capitalistes.

Le bilan du pouvoir personnel, c'est aussi les graves atteintes aux libertés, les complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité foulée aux pieds.

En politique extérieure, le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche, l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

Changer de politique, mais pas de retour au passé !

Il ne saurait être question de revenir aux pratiques politiques périmées de la IV^e République où régnait l'instabilité gouvernementale parce que :

- ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la Paix, au progrès social ;
- des partis se réclamant de la démocratie, pratiquaient l'alliance avec la réaction, les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Ensemble, tournons-nous résolument vers l'avenir

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul Parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS vous propose un programme qui permettra d'aller de l'avant et qui peut servir de base à l'élaboration, avec les divers partis et formations républicaines et démocratiques, d'un programme commun en vue de l'avènement d'un véritable gouvernement d'Union Démocratique.

DANS LE DOMAINE POLITIQUE

- l'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

- Nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion des Entreprises.
- Augmentation générale des salaires, traitements et retraites, la suppression des zones de salaires.
- Assurer le plein emploi, aider à l'expansion économique de notre département, notamment par l'implantation, sans impôts supplémentaires pour les contribuables, d'industries nouvelles dans nos chefs-lieux de cantons et dans nos villes.

ELECTRICES, ELECTEURS,

L'application de ce programme dépendra de l'avènement d'un Gouvernement d'Union Démocratique substitué au régime du pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

Les républicains de notre circonscription qui ont enregistré avec satisfaction le coup sérieux porté au pouvoir personnel lors du référendum-plébiscite du 28 octobre voudront compléter ce succès.

C'est avec le Parti Communiste Français, qui représente la force indispensable à une union réelle des démocrates, que l'on peut aller de l'avant vers plus de démocratie, de bien-être, de liberté.

C'est pourquoi DIMANCHE 18 NOVEMBRE, face aux candidats du pouvoir personnel et de la réaction, votre choix est simple :

Vous ne pouvez faire confiance au député sortant **Bénard** qui, en 1958, partisan de l'Algérie française, avait cumulé les parrainages, celui de l'U.N.R. comme celui des Poujadistes et qui a approuvé toutes les mesures antilaïques du pouvoir.

Vous ne pouvez davantage faire confiance à **D'Astier de la Vigerie**, partisan du pouvoir personnel et de sa politique réactionnaire et rétrograde.

Ne dispersez pas vos voix. Dès le 1^{er} tour, votez pour un des vôtres.

Maxime BONNET, Instituteur à Valençay, militant actif, participa activement pendant l'occupation hitlérienne à la Résistance, dans la région du Nord-Indre, où son attitude courageuse lui valu la Croix de Guerre. En 1956, son opposition clairvoyante à la guerre d'Algérie le fit emprisonner de longs mois à Bordeaux.

Elu, notre camarade, dont les qualités d'administrateur sont reconnues par tous, sera le digne représentant des intérêts des populations laborieuses de la 3^e circonscription.

VOTEZ POUR LE CANDIDAT D'UN PARTI QUI NE VOUS A JAMAIS TROMPE ET QUI NE PORTE AUCUNE RESPONSABILITE DANS L'AVENEMENT DU REGIME ACTUEL.

VOTEZ POUR LE CANDIDAT QUI, DES 1958, VOUS METTAIT EN GARDE CONTRE LES PROTAGONISTES INCONDITIONNELS DU OUI ET DU « RENOUVEAU » GAULLISTE.

Pour la victoire de la République, pour l'avenir de la France
massivement votez...

Maxime BONNET

Instituteur,

Combattant volontaire de la Résistance.

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Remplaçant éventuel :

André PARPIROLLES

Employé S.N.C.F.,

Militant syndicaliste,

Conseiller municipal à Le Blanc.

Attention : toute rature ou panachage sur le bulletin de vote entraîne sa nullité.

S.P.E.C. = Châteauroux,

Vu : le candidat.